



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 5 décembre 1968,
à 10 h 40

NEW YORK

S O M M A I R E

Page:

Point 9 de l'ordre du jour:

Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international

1

Président: M. Manuel PÉREZ GUERRERO
(Venezuela).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international (E/4593 et Add.1, E/4594 et Add.1, E/4596)

1. Le PRÉSIDENT annonce que M. McNamara, président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ne peut assister à la séance pour raison de santé. La déclaration qu'il a préparée sera lue par le Vice-Président de la Banque. Le Président a la conviction que les membres du Conseil aimeraient qu'il transmette à M. McNamara leurs meilleurs vœux de prompt guérison.

2. M. KNAPP (Vice-Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement), au cours de sa lecture de la déclaration préparée par M. McNamara, dit que les organisations internationales abordent une phase nouvelle et d'ordre plus pratique: elles se sont rendu compte qu'elles traitent d'aspects reliés de problèmes communs. Les efforts de la BIRD ont maintenant des liens plus étroits avec ceux des autres institutions, et il est probable que cette tendance va se poursuivre. Malheureusement, les progrès qui puissent permettre aux pays en voie de développement d'augmenter leurs recettes en matière de commerce international sont lents, et la fourniture de crédits de développement est encore insuffisante: certains pays ont accru leur aide aux pays en voie de développement, mais cet accroissement est neutralisé, notamment, par la réduction de l'aide au développement fournie par les Etats-Unis. En dépit de cette gageure, le Groupe de la Banque internationale se propose d'accroître ses crédits de développement et son aide aux Etats Membres dans l'élaboration et l'exécution de programmes d'investissements. Au cours des cinq années à venir, le Groupe projette de prêter deux fois plus qu'au cours des cinq années passées. Les prêts doivent plus que doubler en Asie et en Amérique latine, et tripler en Afrique. Tandis que les investissements relatifs aux projets d'infrastructure se poursuivront, ce seront les êtres humains que viseront plus particulièrement les opérations, afin qu'ils en retirent plus rapidement des avantages et qu'ils soient incités à produire des efforts individuels plus grands.

3. L'effort accru du Groupe de la Banque doit porter d'abord sur l'agriculture. Dans les pays en voie de développement, des milliards de gens souffrent de disette et de régimes alimentaires déficients, ce qui entraîne des taux élevés de morbidité et de mortalité. La tâche énorme et complexe qui consiste à accroître la production alimentaire nécessite des efforts urgents. Comblé ne serait-ce que la moitié du déficit alimentaire mondial exigera un accroissement de la production alimentaire d'environ 100 millions de tonnes par an. Le Groupe espère, par conséquent, distribuer au moins deux fois plus de prêts à l'agriculture, au cours de l'exercice en cours, que durant l'exercice 1967-1968. Il se propose de quadrupler ses prêts à l'agriculture au cours des cinq années à venir.

4. L'industrie aura elle aussi, espère-t-on, sa part de l'augmentation des sommes distribuées par le Groupe de la Banque. Les 265 millions de dollars qui représentent actuellement le total des crédits annuels fournis à l'industrie par la Banque et par l'Association internationale de développement (AID) peuvent être plus que doublés, tandis que l'on peut espérer que la Société financière internationale (SFI) doublera ses crédits à l'industrie au cours des cinq prochaines années. Comme par le passé, le Groupe procédera à des prêts et à des investissements, dont bénéficieront les sociétés industrielles et les organismes locaux d'investissement qui financent le développement industriel; ces prêts et ces investissements serviront aussi à financer les importations destinées aux industries prioritaires avérées. Le Groupe est disposé à financer des types de projets nouveaux ou négligés, tels que les domaines industriels, et à faire bénéficier les petites et moyennes entreprises aussi bien de facilités de trésorerie que d'assistance technique. Il cherche également d'autres moyens de jouer un rôle actif dans le processus d'industrialisation. Pour la première fois, la Banque et l'AID sont maintenant disposées à fournir des fonds aux banques nationalisées qui se consacrent au développement, pourvu qu'elles fonctionnent selon les règles et que leur bilan soit en équilibre. Ces nouvelles mesures n'impliquent nullement que la Banque ne croit plus autant à la nécessité de mobiliser les capitaux privés d'origine tant nationale qu'internationale. Au nombre des efforts persistants qu'elle fait pour susciter un afflux accru des capitaux privés se trouve l'élaboration d'un projet de charte pour un office multilatéral destiné à assurer les investissements internationaux privés contre les risques non commerciaux. Le Groupe de la Banque accroîtra considérablement le soutien qu'il accorde aux banques pour le développement, auxquelles il a déjà fourni quelque 750 millions de dollars.

5. L'aide au développement s'exerce en un autre domaine: l'enseignement. La Banque aidera les pays

en voie de développement, notamment par l'intermédiaire de projets pilotes, à se donner un enseignement susceptible de contribuer au maximum à leur développement économique. L'accent sera mis sur la planification scolaire ainsi que sur la formation des enseignants à tous les niveaux. Il sera accordé une aide accrue à diverses autres activités éducatives, notamment à la formation des administrateurs et des agriculteurs. Puisque les enseignants qualifiés sont relativement peu nombreux dans les pays développés, il faut que leur rendement soit augmenté. La Banque fournira donc des fonds d'investissement destinés à la production de manuels scolaires, ainsi qu'à l'achat de matériel audio-visuel et de moyens modernes de communication devant servir à l'enseignement. Au cours des cinq prochaines années, on espère que les prêts destinés à l'enseignement seront au moins triplés.

6. Dans la plupart des pays pauvres, les taux élevés d'accroissement démographique rendent infiniment plus difficiles les nombreuses tâches inhérentes au développement. Le vrai problème ne tient pas au nombre d'habitants mais au taux de croissance de la population. Dans beaucoup de pays en voie de développement, la marée montante de la démographie submerge le système d'enseignement, amenuise les économies et inonde le marché du travail. Il faut donc que la future stratégie du développement du Groupe de la Banque soit centrée sur la politique démographique. Sans essayer en rien d'imposer une politique démographique, il faut que le Groupe donne la priorité à ce problème. Il demande aux gouvernements de faire de même et d'élaborer une stratégie sérieuse pour stabiliser le taux d'accroissement démographique.

7. Pour arrêter les stratégies et les politiques de développement et pour établir les programmes et les projets, la Banque consultera de près les pays membres. Sur demande, elle pourra dépêcher une mission d'experts chargée de donner des avis sur toutes sortes de problèmes économiques, comme cela s'est fait récemment en Indonésie. De surcroît, la Banque est disposée à fournir une aide accrue, pour l'application d'une politique, ou pour l'exécution de projets, notamment en élaborant des méthodes nouvelles pour fournir, recruter ou former des agents exécutifs, des administrateurs et des directeurs. Afin de susciter un nombre croissant de projets de développement à financer, les liens qui unissent le Groupe de la Banque aux autres organismes du système des Nations Unies seront augmentés et renforcés. La coopération qui s'est instituée de longue date avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aboutira, on l'espère, dans un proche avenir, à un accroissement substantiel des crédits fournis par le Groupe de la Banque. Des consultations avec le PNUD, avec la Commission économique pour l'Afrique et avec la Banque africaine pour le développement doivent avoir lieu régulièrement aux fins d'élaborer et de financer des projets régionaux de développement des transports, des télécommunications et de la production électrique en Afrique. Les accords de coopération conclus avec la FAO et l'UNESCO seront élargis. La Banque est disposée à étudier la possibilité de conclure des accords semblables avec l'OMS.

8. Toutes ces mesures nouvelles ont pu être prises sans que l'on ait eu à s'écarter des normes strictes auxquelles le Groupe se conforme depuis longtemps. Il continuera d'exiger que les projets qu'il finance occupent un rang prioritaire élevé dans le développement du pays, qu'ils soient exécutés efficacement, et que leur rendement économique soit proportionné aux investissements. La Banque continuera aussi de fonder ses opérations sur un calcul réaliste des risques et des possibilités de remboursement.

9. Si le Groupe est bien en mesure de tirer du marché mondial les fonds dont il a besoin, les progrès des pays en voie de développement, en revanche, seront handicapés par le fardeau grandissant du service de la dette, à moins que ces pays n'obtiennent une aide financière à des conditions meilleures que celles d'à présent. Jusqu'à ces derniers temps, l'Association internationale de développement a représenté pour ces pays une source toujours plus précieuse. Malheureusement, son réapprovisionnement est en retard de deux ans. En 1967, elle n'a pu prêter qu'un peu plus de 100 millions de dollars. La cause essentielle de cette situation, c'est que le Congrès des Etats-Unis n'a pas encore pris de mesures pour assurer la participation de ce pays au renouvellement des ressources de l'AID, participation indispensable pour rendre effectives les contributions des autres gouvernements. En octobre 1968, la Banque a octroyé à l'AID 75 millions de dollars. Cela entraînera un durcissement provisoire des conditions d'aide aux pays qui doivent bénéficier à la fois de prêts de la Banque et de crédits de l'AID; mais il peut y avoir un renversement de situation quand et à mesure que l'AID disposera de fonds suffisants. Les Gouvernements du Canada, du Danemark, de l'Italie, de la Norvège et de la Suède ont décidé de rendre effective leur participation au réapprovisionnement proposé de l'AID, en attendant les mesures que prendront les Etats-Unis. Certains autres gouvernements ont fait savoir qu'ils feront peut-être de même. Un déficit considérable n'en reste pas moins à combler, et il importe que le prochain Gouvernement des Etats-Unis ainsi que le Congrès agissent de toute urgence.

10. C'est avec plaisir que la Banque prend part à l'importante préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La plus grande faiblesse de la première Décennie a tenu au défaut de volonté politique dont ont fait preuve beaucoup trop de pays, tant parmi ceux qui octroient une aide que parmi ceux qui en bénéficient, et il s'est installé une désillusion grandissante à l'égard de l'efficacité de la collaboration internationale. Il faut espérer que les travaux de la Commission Pearson contribueront à jeter les bases d'une campagne pour le développement portant sur les décennies restantes du siècle présent. Cette commission, bien que placée sous l'égide de la Banque, n'en est pas moins totalement indépendante de la Banque et des gouvernements. Elle a pour mission d'examiner les efforts consacrés à l'aide dans le passé et d'en tirer les leçons politiques et économiques qu'ils comportent. Les membres de la Commission veilleront à ce qu'il soit accordé une importance appropriée à la nécessité d'appuyer les efforts mondiaux de développement sur une solide assise d'acceptation politique.

11. Le danger que présentent les tendances économiques actuelles c'est qu'elles vont ajouter aux tensions nationales et internationales. L'ordre créateur qu'une grande partie de l'humanité brûle de voir s'établir dans le monde ne pourra se réaliser que si des forces nombreuses travaillent à l'instaurer; mais le développement est la seule force qui offre la plus grande chance d'amener les nations dans la voie de la coopération au lieu de celle des conflits. Forte de cette conviction, la Banque et ses filiales redoubleront d'efforts dans les années à venir.

12. M. SCHWEITZER (Directeur général du Fonds monétaire international) dit que le système monétaire mondial a connu des troubles graves au cours de l'année écoulée. La dévaluation de la livre, conjuguée à une aggravation rapide du déficit persistant de la balance des paiements des Etats-Unis, a entraîné une demande d'or considérable sur les marchés privés et une situation telle qu'il a fallu permettre au prix de l'or sur ces marchés de dépasser le prix officiel. Plus récemment, le franc français a été en butte à des manœuvres spéculatives, et les très importants excédents commerciaux de la République fédérale d'Allemagne ont entraîné une spéculation sur la réévaluation éventuelle de la parité extérieure du mark. A la suite de ces événements, les pouvoirs publics du Royaume-Uni ont adopté une série de mesures destinées à freiner la demande intérieure, et des accords internationaux ont été conclus pour renforcer la livre en tant que monnaie de réserve. Aux Etats-Unis, un programme de contrôle des capitaux et des mesures monétaires et fiscales ont permis au dollar de reprendre immédiatement de la force, tandis que la France aussi bien que la République fédérale d'Allemagne se sont mises en devoir de corriger leur situation extérieure et de rétablir l'ordre sur les marchés des changes européens.

13. Il n'en est pas moins indéniable que le système monétaire international créé à Bretton Woods s'est trouvé affaibli par les déficits prolongés du Royaume-Uni et des Etats-Unis; or, l'établissement d'un équilibre durable dans leurs comptes extérieurs est essentiel au fonctionnement efficace de ce système. L'instauration d'un équilibre acceptable dans les paiements internationaux exigera des efforts soutenus tant au niveau national qu'international. Les pays dont la balance est déficitaire ne pourront y parvenir seuls. Les pays dont la situation des comptes extérieurs est forte ont un rôle capital à jouer en poursuivant une politique appropriée d'expansion, à la fois pour renforcer les efforts des principaux pays dont la balance est déficitaire et pour appuyer suivant les besoins la croissance continue du commerce mondial. Les tensions de l'année écoulée ont mis en lumière la nécessité fondamentale où se trouvent surtout les principales nations commerçantes, de procéder à des ajustements internationaux appropriés et opportuns.

14. Etant donné les circonstances, il n'y a rien de surprenant à ce que le Fonds monétaire international (FMI) ait connu cette année une activité extrême. Le Royaume-Uni et la France ont retiré plus de 2 milliards 100 millions de dollars. Les retraits du Canada et des Etats-Unis s'élèvent ensemble à

quelque 600 millions de dollars, encore que ces deux pays aient par la suite amélioré sensiblement leur situation à l'égard du Fonds. Au cours des 11 premiers mois de 1968, le Fonds a mis quelque 620 millions de dollars à la disposition de 28 pays moins développés. L'aide financière aux pays en voie de développement comporte maintenant plus de 1 milliard 700 millions de dollars de créances à recouvrer, parmi lesquelles environ 260 millions de dollars ont été retirés au titre des financements compensatoires. Au cours de l'année, le Fonds a continué de fournir une assistance technique, notamment dans les domaines fiscal et bancaire.

15. L'un des faits saillants de 1968 est l'unanimité qui s'est manifestée à l'égard de la création d'une facilité nouvelle fondée sur des droits de tirage spéciaux destinés en cas de besoin à compléter les avoirs de réserve. Jusqu'à présent, 23 pays disposant d'environ 45 p. 100 des voix au sein du Fonds monétaire ont accepté les propositions d'amendements aux Statuts du Fonds^{1/}. Il faut espérer que d'autres pays membres suivront bientôt leur exemple. Le système des droits de tirage spéciaux aura un important retentissement sur les intérêts des pays en voie de développement. Tous les membres du Fonds monétaire, sans discrimination, ont le droit de profiter de cette facilité nouvelle et les disponibilités nouvellement créées seront distribuées parmi les participants au prorata de leurs contributions au Fonds monétaire. Cette nouvelle formule devrait être favorable aux pays en voie de développement, étant donné que leur part de l'ensemble des quotités du Fonds est considérablement plus grande que leur part des réserves totales du Fonds, ou même que leur part du commerce mondial. Ces faits reflètent les corrections spéciales auxquelles il a été procédé dans les quotités de quelque 30 pays en voie de développement depuis la décision de 1963 relative au financement compensatoire des fluctuations des exportations. Cette facilité nouvelle aidera les pays en voie de développement à maintenir le niveau de leurs importations malgré les désordres extérieurs et à réaliser une exécution plus soutenue des programmes de développement.

16. Les pays en voie de développement devraient profiter davantage si, étant assurés de réserves suffisantes grâce au nouveau plan, les pays industriels peuvent maintenir de hauts niveaux d'activité économique, puisque de ce fait le danger de ralentissement ou de récession s'y trouvera atténué et, ainsi, les perspectives de l'assistance au développement pourront être améliorées.

17. Ce nouveau moyen exercera une influence salutaire sur les exportations des pays en voie de développement, mais une action internationale directe est encore nécessaire pour atténuer les fluctuations de prix des produits de base. Le financement compensatoire que permet le Fonds et qui a été considérablement étendu en 1966 est destiné à compenser les conséquences d'un déficit temporaire dans les recettes d'exportation, mais il ne permet pas de prévenir les irrégularités provenant des fluctuations

^{1/} Voir Fonds monétaire international, Rapport annuel 1968 (Washington [D.C.]), appendice I; ce rapport a été communiqué au Conseil par le Secrétaire général sous la cote E/4596.

dans les prix à l'exportation. On a maintenant achevé une partie générale et analytique de l'étude sur le problème de la stabilisation des prix des produits de base, étude entreprise dans le cadre du Fonds en collaboration avec la BIRD. On poursuit maintenant des travaux pour déterminer les lignes de conduite possibles dans le cadre du Fonds afin de contribuer à résoudre ce problème complexe.

18. La technique la plus appropriée pour traiter les problèmes financiers variés et complexes du développement économique s'est révélée être les accords de crédit stand-by grâce auxquels le Fonds donne par avance l'assurance que, le cas échéant, une somme déterminée sera disponible afin de soutenir un programme d'action présenté par l'un de ses membres. Depuis 1952, à l'exclusion des transactions effectuées au titre de la décision du financement compensatoire ou des augmentations de quotes-parts, plus des quatre cinquièmes des transactions commerciales effectuées pour les pays en voie de développement ont pris la forme d'accords de crédit stand-by, dont plus de 200 ont jusqu'à présent été conclus avec ces pays.

19. Les programmes financiers élaborés sous forme d'accords de crédit stand-by, et qui s'étendent normalement sur une période de 12 mois, ne sont pas imposés aux gouvernements des pays membres; ils reflètent une entente entre le pays intéressé et le Fonds en ce qui concerne les grandes lignes de la politique adaptée aux circonstances dominantes. Ces programmes n'impliquent pas toujours qu'on envisage de grands changements de politique, mais ils peuvent s'avérer nécessaires pour surmonter des difficultés mineures, pour maintenir la confiance dans les devises du pays ou pour renforcer le pouvoir des autorités afin de maintenir une discipline financière. Dans ces cas, l'action vise essentiellement à élaborer des programmes financiers globaux destinés à maintenir un équilibre d'ensemble dans l'économie.

20. Toutefois, quand les accords de crédit stand-by visent à faire face à des difficultés plus sérieuses dans la balance des paiements, ils comprennent en général des mesures monétaires et fiscales. Quand les problèmes sont particulièrement graves et que l'économie a subi de profondes distorsions dans les rapports prix de revient-prix de vente, l'ajustement du taux d'échange peut être crucial. Les administrateurs du Fonds examinent des programmes qui comprennent des accords de crédit stand-by, et le Fonds et le pays intéressé restent en consultation étroite aussi longtemps qu'une action corrective est nécessaire. Cette collaboration du Fonds avec les efforts que fait le pays intéressé contribue considérablement à donner confiance dans la solidité de ses politiques dans le pays comme à l'étranger.

21. L'assistance financière dans le cadre des accords de crédit stand-by contribue au processus de développement car elle permet de surmonter les obstacles qui peuvent intervenir. Des difficultés de paiements surviennent fréquemment au cours de l'exécution de plans de développement parce que l'on s'efforce de soutenir un niveau de consommation de plus en plus élevé, que l'on consacre des ressources au financement de dépenses pour la défense ou d'autres projets qui ne représentent que peu de profit écono-

mique, que l'on procède à de vastes et rapides transferts de ressources entre les secteurs de l'économie, ou que l'on a recours à un type d'investissement industriel qui accroît grandement les dépenses consacrées aux importations sans apporter de recettes en devises étrangères. Lors de ces périodes de difficultés, les accords de crédit stand-by et les programmes connexes aident les pays à rétablir l'équilibre dans leur économie sans provoquer de rupture dans le rythme de leur développement. Si un déséquilibre économique aigu persiste, la rapidité du retour à la normale et de la reprise de la croissance économique peuvent dépendre du montant des ressources fournies à long terme par l'étranger qui accompagnent le financement du Fonds. Malheureusement, au cours des dernières années, le montant et la forme de cette aide supplémentaire ainsi que le moment où elle a été fournie ont rarement correspondu aux besoins.

22. Il y a donc une relation étroite entre la programmation financière que le Fonds favorise et la planification du développement. Il faut établir les programmes financiers en tenant compte des aspirations du gouvernement à une croissance économique adéquate et accorder beaucoup d'attention à tout plan de développement national. Un plan de développement n'est pas complet tant que n'ont pas été pleinement déterminées la viabilité financière de ses objectifs et les politiques financières pertinentes. Trop souvent, l'application de plans de développement a été retardée par des difficultés d'ordre fiscal ou par les problèmes de la balance des paiements, alors que, en bien des cas, ces difficultés auraient pu être prévues et peut-être même évitées si l'on avait procédé à une planification financière mieux établie. C'est pourquoi les programmes opérationnels annuels représentent un aspect essentiel du processus de planification. Le fait d'adapter étroitement la politique budgétaire aux plans de développement ne permettra pas seulement d'adapter aux priorités à long terme les programmes relatifs aux recettes et aux dépenses, mais à la lumière de l'expérience opérationnelle il facilitera aussi les ajustements souhaitables des plans.

23. L'étude qu'ont récemment effectuée les administrateurs sur la politique du Fonds relative aux accords de crédit stand-by a souligné la nécessité d'une souplesse continue dans l'application de cette politique tout en assurant l'uniformité dans les rapports avec tous les membres. Elle a amplement confirmé l'utilité générale de ces accords. De récentes visites dans un certain nombre de pays africains ont renforcé l'opinion que les accords de crédit stand-by, de même que l'assistance technique du Fonds et d'autres activités, doivent jouer un rôle important pour résoudre les difficultés posées par le développement économique en Afrique. Malgré les résultats décevants de la Décennie des Nations Unies pour le développement, les pays en voie de développement font preuve d'un réalisme accru dans leurs politiques et leurs priorités et ils manifestent une plus grande résolution pour ce qui est de supporter les charges immédiates du développement économique. En outre, ils mettent davantage l'accent sur la nécessité d'intégrer leurs économies dans celles du reste du monde de façon à parvenir à un développe-

ment soutenu. Néanmoins, les pays en voie de développement auront besoin d'une aide extérieure appropriée dans les années à venir.

24. M. GREGH (France) dit que sa délégation a été heureuse d'apprendre que M. McNamara a pris la présidence de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et que M. Schweitzer a accepté le renouvellement de son mandat au poste de Directeur général du Fonds monétaire international.

25. D'autre part, la France se félicite que le Groupe de la Banque ait récemment pris des mesures pour étendre l'utilisation de la langue française et, à cet égard, elle souhaite que soit progressivement réalisé un alignement des pratiques du FMI et de la BIRD sur celles qui sont en usage dans les autres organes du système des Nations Unies.

26. L'année écoulée a été marquée par des événements spectaculaires dans le domaine monétaire ainsi que par un ralentissement notable de l'aide au développement. Les transactions du Fonds monétaire international ont atteint un niveau record; les pays développés, dont la France, ont effectué les opérations les plus importantes mais les pays en voie de développement ont pu également utiliser les ressources du Fonds, notamment en vertu d'accords de crédit stand-by. En outre, il a été plus fréquemment recouru à la procédure du financement compensatoire en vue de fournir une aide aux pays de production primaire qui enregistrent des déficits d'exportation par suite de circonstances échappant à leur volonté.

27. L'année écoulée a également été marquée par la proposition de modifier les règles et pratiques du Fonds et de créer une facilité fondée sur des droits de tirage spéciaux. De plus, un certain nombre d'Etats, adoptant une attitude plus réaliste, ont ajusté leurs politiques internes aux problèmes qui découlent de leurs relations financières avec l'étranger; cette prise de conscience se reflète dans les mesures spéciales prises tant par les Etats-Unis que par le Royaume-Uni et la France.

28. Etant donné le ralentissement de l'aide au développement, sur lequel la France a appelé l'attention à diverses reprises, il est encourageant de noter que M. McNamara, dans le discours qu'il a prononcé en septembre 1968 devant le Conseil des gouverneurs de la Banque et qui a été communiqué au Conseil sous la cote E/4593/Add.1, a émis l'opinion que la Banque et ses filiales devraient être en mesure, pendant les cinq prochaines années, de prêter deux fois plus qu'elles ne l'ont fait au cours des cinq années précédentes. D'ici à 1973, a-t-il ajouté, le Groupe de la Banque devrait prêter au total autant qu'il l'a fait depuis le début de ses opérations il y a 22 ans. Mais on peut se demander si les ressources nécessaires pourraient être mobilisées et, à cet égard, la situation de l'Association internationale de développement (AID) est décourageante. Au printemps dernier, un accord est intervenu entre les pays développés membres de l'Association pour une reconstitution substantielle de ses ressources. La France s'est engagée à participer à cet effort collectif en accroissant sa contribution de 60 p. 100. Certains pays sont maintenant allés au-delà de cet accord et ont décidé d'avancer à l'AID une partie des fonds qu'ils s'étaient engagés à

lui verser. La France demeure prête à verser sa contribution, conformément à l'accord, qu'il est nécessaire d'appliquer d'urgence.

29. La délégation française attache du prix à ce que les prêts dispensés par le Groupe de la Banque soient désormais mieux répartis sur le plan géographique, notamment par un effort nettement accru en faveur de l'Afrique. La France a récemment pris des mesures destinées à atténuer les conséquences défavorables que ne manquerait pas d'entraîner pour les pays africains une décision d'ajournement des projets les concernant. L'enjeu du Groupe de la Banque est décisif. Les emprunts de la Banque sont soumis à la loi du marché et il y a lieu de noter qu'elle a été obligée de porter le taux de ses prêts à 6,5 p. 100 en août dernier et que les fonds faisant l'objet de conditions de faveur à l'AID sont insuffisants. On est donc porté à croire que les conditions de l'assistance financière du Groupe de la Banque aux pays en voie de développement se durciront dans un proche avenir et qu'ils contrarieront, de ce fait, les efforts qui sont déployés depuis quelques années tant au sein de la CNUCED que de l'OCDE en vue d'améliorer les modalités de l'aide aux pays en voie de développement.

30. Les Nations Unies vont entreprendre un vaste effort de coopération au cours de la deuxième Décennie pour le développement. Cet effort, qui impliquera une harmonisation des politiques nationales des Etats Membres, nécessitera également une plus étroite coordination des travaux des organisations internationales. Les liens entre le Groupe de la Banque et les autres organismes des Nations Unies devront être renforcés, notamment en ce qui concerne les nouvelles activités relatives à la stabilisation des produits de base, ainsi que le resserrement des relations techniques entre les diverses organisations et l'harmonisation des conceptions d'ensemble du développement.

31. Sur l'initiative de la France et d'un certain nombre de pays africains, il a été demandé à la Banque et au Fonds, lors des réunions annuelles des deux Conseils des gouverneurs tenues à Rio de Janeiro en septembre 1967, d'entreprendre conjointement une étude approfondie du problème des produits de base. La partie descriptive de l'étude confirme l'opinion que la France soutient depuis longtemps, à savoir qu'il convient de remédier à la détérioration continue des termes de l'échange des pays en voie de développement en stabilisant les prix à un niveau rémunérateur et en diversifiant la production. Cette étude ne peut être fructueuse que si elle est suivie de propositions de mesures concrètes. Il est encourageant de noter que la BIRD a décidé de procéder, dans une première phase, à l'étude de certains produits de base en vue de préciser les problèmes soulevés par une politique de stabilisation et de rechercher des solutions appropriées, notamment, au premier chef, une intervention financière du Groupe de la Banque.

32. Lors des dernières réunions annuelles des Conseils des gouverneurs, la France a exprimé le désir que les suggestions concrètes de la Banque et du Fonds soient officiellement communiquées aux gouvernements à la fin de 1968 afin que le problème puisse être utilement abordé au début de 1969, notamment par

la CNUCED. M. Gregh regrette que cette proposition n'ait pas été retenue, mais il note avec satisfaction que, selon la déclaration faite par M. Schweitzer, on examine actuellement les mesures que le Fonds pourrait prendre pour stabiliser les prix des produits de base et que cette étude serait achevée au milieu de 1969. Une solution satisfaisante des deux problèmes de la stabilisation des prix des produits de base et de la diversification de la production permettrait de donner à la prochaine Décennie le bon départ nécessaire.

33. M. Gregh note avec satisfaction que la Banque renforce ses relations avec le PNUD. Cette collaboration a trouvé une expression heureuse dans la mise en valeur du bassin du Sénégal et la Banque a exécuté de nombreuses études de préinvestissement au moyen de crédits du PNUD. En outre, elle a accru ses activités d'assistance technique dans le cadre de ses opérations financières et elle aide les gouvernements à préparer leurs projets. Il est souhaitable qu'elle le fasse en accord plus étroit avec le PNUD, puisque ce dernier est l'organe principalement responsable des activités de préinvestissement. M. Gregh voit une autre forme de coopération qui pourrait être utile: les équipes d'experts, qui sont constituées par la Banque et par le Fonds et qui souvent déjà coopèrent entre elles pour préparer les décisions de ces organismes, pourraient communiquer aux Nations Unies les fruits de l'expérience considérable qu'elles ont accumulée, sans qu'il soit pour autant porté atteinte aux règles de discrétion auxquelles elles sont astreintes.

34. Etant donné la nature même de leur activité, la Banque et le Fonds sont amenés à se faire une certaine conception du problème du développement car la répartition des crédits de la Banque implique des choix, des priorités et, partant, une certaine politique. Il faut espérer non seulement que les propositions de la Commission Pearson seront mises en œuvre en pleine coordination avec les travaux des Nations Unies dans le cadre de la deuxième Décennie pour le développement, mais aussi que cette coordination permettra d'amorcer une unification des doctrines et constituera le point de départ d'un dialogue permanent avec les Nations Unies.

35. La nécessité d'une telle coordination se reflète dans le fait que M. McNamara s'est référé au problème de l'explosion démographique à la fin de son discours devant le Conseil des gouverneurs. La Banque est sur le point d'entreprendre, semble-t-il, un vaste programme d'action en vue de la planification familiale et de la régulation démographique sur le plan national. M. McNamara a raison de mettre en relief les conséquences du rythme d'accroissement de la population sur la croissance économique; néanmoins, il se peut qu'il y ait des pays, tels que la France, où, indépendamment des motifs d'ordre philosophique ou religieux, une réduction du taux de natalité ne serait pas souhaitable au point de vue économique. Aussi n'appartient-il pas à un organisme international de définir une doctrine universelle dans un domaine qui relève de la responsabilité des gouvernements. Dans ce domaine, les travaux ne devraient être entrepris qu'à la demande des gouvernements intéressés et l'on pourrait utiliser des fonds inter-

nationaux pour la formation et la recherche et non pour des activités qui pourraient être qualifiées d'opérationnelles. Cet exemple met en relief la nécessité, pour les organisations internationales, de travailler au rapprochement des divers points de vue sur des questions très controversées.

36. Pour conclure, au moment où se prépare la deuxième Décennie pour le développement, la France exprime le vœu que le Groupe de la Banque coopère de plus en plus étroitement avec les Nations Unies. Tout les hommes de bonne volonté doivent joindre leurs efforts dans la noble tâche qui leur incombe d'améliorer le sort de l'humanité, écartant ce qui les divise et retenant ce qui les unit.

37. M. GALLARDO MORENO (Mexique) constate avec plaisir que, d'après le rapport de la Banque et de l'Association internationale de développement^{2/}, la Banque se préoccupe d'un certain nombre de problèmes ayant trait au sous-développement, notamment du problème complexe de la stabilisation du prix des produits de base. Il est satisfaisant d'apprendre que la Banque a l'intention d'élargir l'éventail de ses opérations de prêt et en particulier d'accroître ses activités dans le domaine de l'agriculture (et notamment de la sylviculture), de l'enseignement, etc., domaines laissés de côté jusqu'à une date récente, bien qu'ils soient importants pour le développement. La Banque a fait ce qu'elle pouvait pour accroître les fonds de l'AID; il convient maintenant que les pays développés intensifient leur coopération.

38. Un problème très grave pour les pays en voie de développement est le coût élevé de l'argent. Les prêts de l'AID sont une manière de résoudre le problème mais il faut trouver d'autres méthodes pour permettre d'abaisser les taux d'intérêt pour les pays en voie de développement et attaquer ainsi le problème du développement de manière plus efficace. Le fardeau croissant du paiement des intérêts et de l'amortissement empêche de poser des fondations solides pour le développement industriel dans les pays en voie de développement, parce que le besoin d'obtenir un rendement économique à court terme exclut les investissements dans l'agriculture, l'enseignement et autres secteurs nécessaires au processus du développement. Le rapport de la Banque traite tant de sujets importants que la délégation mexicaine doit y réfléchir encore avant de pouvoir donner son opinion définitive.

39. Passant au rapport du Fonds monétaire international^{3/}, M. Gallardo Moreno déclare que le Mexique a soutenu la proposition de créer des droits de tirage spéciaux afin de fournir un volume de liquidités internationales suffisant pour éviter les crises monétaires nationales ou internationales, qui menacent tant les pays industriels que les pays en voie de développement.

^{2/} Banque internationale pour la reconstruction et le développement-Association internationale de développement, Rapport annuel 1968 (Washington [D.C.]); communiqué au Conseil pour le Secrétaire général sous la cote E/4593.

^{3/} Fonds monétaire international, Rapport annuel 1968 (Washington [D.C.]); communiqué au Conseil par le Secrétaire général sous la cote E/4596.

40. Bien que le Mexique soit un pays en voie de développement, il a une situation spéciale au Fonds en tant que pays créancier puisqu'il a autorisé le Fonds à utiliser l'équivalent de près de 80 millions de dollars de pesos mexicains pour les transactions du Fonds, particulièrement avec les pays en voie de développement. Bien qu'il le Mexique ait fait appel aux fonds du FMI à l'occasion, il n'a généralement pas besoin d'y avoir recours, parce que le gouvernement a pris soin de protéger sa stabilité financière et d'éviter les crises de balance des paiements. Se fondant sur sa propre expérience, le Mexique appuie fortement l'opinion de M. Schweitzer que les accords de crédit stand-by sont un bon moyen de soutenir de saines politiques de stabilisation et de développement. Le Mexique espère que le Fonds poursuivra l'utile travail qu'il accomplit pour les pays en voie de développement.

41. Le **PRESIDENT** propose que le Conseil invite, conformément à l'article 75 du règlement intérieur, le représentant du Chili à participer à la discussion de cette question.

Il en est ainsi décidé.

42. M. PIÑERA (Chili) est heureux de constater, d'après les déclarations du Vice-Président de la Banque internationale et du Directeur général du Fonds monétaire international, ainsi que d'après les rapports annuels de ces organes, qu'on attache maintenant beaucoup d'importance au concept du développement humain: on n'a eu, jusqu'à présent, que trop tendance à oublier que l'élément unificateur du travail des organismes des Nations Unies s'occupant de développement économique ou social, de questions politiques ou juridiques ou de décolonisation est le souci de la personne humaine. De fait, les rapports nouveaux et plus féconds qui s'établissent entre le Groupe de la Banque et le Fonds, d'une part, et la communauté internationale, d'autre part, sont symbolisés par le fait que le Conseil tient la présente série de ses réunions dans une salle de conférence capable d'accueillir les observateurs du grand nombre d'Etats Membres qui désirent être présents pendant les débats sur les rapports.

43. Il est évident depuis pas mal de temps que la Banque, le Fonds, le GATT et les autres institutions créées pour faire face aux besoins de la période suivant immédiatement la seconde guerre mondiale ne répondent plus aux conditions mondiales des années 1960. Ces institutions elles-mêmes ont pris des mesures pour remédier à cette situation: l'Association internationale de développement (AID) a été créée au sein de la Banque; plus récemment, le FMI a officiellement révisé ses politiques et le GATT a du moins reconnu le principe des tarifs préférentiels pour les produits des pays en voie de développement. Ces remèdes partiels ne remplacent cependant pas la modification hardie de structure que l'approche de la deuxième Décennie pour le développement rend impérieuse. Ce qu'il faut, c'est aborder les problèmes du développement d'une façon entièrement nouvelle; il faut voir comment les institutions financières internationales peuvent dépasser les limites étroites du financement traditionnel pour le développement et user de leur influence pour modifier

la structure actuelle de l'économie mondiale, trop peu équitable.

44. Le rapport de la Banque et de l'AID, par exemple, parle d'une coopération de plus en plus étroite avec les institutions spécialisées et avec la CNUCED et le PNUD. En revanche, un échange de lettres récent entre le Secrétaire général et le Président de la BIRD indique que la Banque est très peu disposée à collaborer de la même façon avec l'Agence internationale de l'énergie atomique pour aider les Etats non dotés d'armes nucléaires. De même, s'il est encourageant de noter que la Banque a l'intention de doubler le volume de ses prêts au cours des cinq années à venir, rien ne permet de penser qu'elle se propose de changer sa politique, qui consiste à accorder l'aide dans le cadre de projets. Le principe de la Banque est de vérifier d'abord que chaque projet est réalisable et d'étudier ensuite s'il est utile dans le cadre de la politique de développement du pays. Ne vaudrait-il pas mieux, d'après l'expérience de la première Décennie pour le développement, s'assurer d'abord que tous les projets fassent partie d'une stratégie globale du développement et analyser ensuite les projets un par un?

45. Le fait est que les améliorations envisagées par la Banque, tout en étant nécessaires, limiteront encore ses activités aux opérations bancaires traditionnelles, alors que la Banque devrait, selon la délégation chilienne, travailler activement au développement. Qu'elle augmente sa capacité de prêts n'aidera pas beaucoup les pays en voie de développement, à moins qu'on n'allège le fardeau des paiements du service de la dette qui paralyse ces pays. Or, la Banque est bien placée pour mettre au point des arrangements entre les pays débiteurs et les pays créanciers dans ce domaine. De même la Banque pourrait inciter les pays développés à œuvrer de concert pour faire disparaître deux des principales entraves au commerce des pays en voie de développement: des tarifs exagérés sur les produits de base et des taux de fret peu équitables pour leurs produits manufacturés. En outre, les planificateurs de la Banque ont sûrement assez d'imagination pour inventer une méthode qui permette de transférer les ressources au niveau mondial non seulement des pays riches aux pays pauvres mais encore entre les pays qui sont à des niveaux différents de développement.

46. La délégation chilienne n'est pas absolument satisfaite de la politique de la Banque dans le domaine de la croissance démographique. Elle estime que la Banque ne devrait pas faire de recommandations générales sur la planification de la famille ou la politique démographique; ces recommandations, à supposer qu'il y ait lieu de les faire, devraient être adressées à des pays déterminés, dans des circonstances données.

47. Le projet de résolution sur la situation sociale dans le monde, récemment approuvé par la Troisième Commission^{4/}, contient dans le dispositif un paragraphe où il est recommandé à la Banque d'envisager

^{4/} Adopté ultérieurement par l'Assemblée générale en tant que résolution 2436 (XXIII).

des investissements dans les domaines de la santé, de l'habitation, de la réforme agraire, de l'administration de la justice et du développement communautaire. Cette disposition a été incorporée dans le texte à la demande de la délégation chilienne et M. Piñera tient donc particulièrement à ce que l'attention de la Commission Pearson soit appelée sur la nécessité d'étudier les investissements sociaux dans leur ensemble, en tant qu'élément important du processus de développement. Il faut aussi espérer que cette commission tiendra compte de l'expérience du Chili et d'autres pays dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales. Quelques années auparavant, lorsque le Gouvernement chilien a décidé de placer toutes les opérations minières sous le contrôle de l'Etat, on l'a prévenu qu'une mesure de cet ordre risquait de provoquer le retrait de tous les capitaux étrangers investis dans ce secteur. En fait, sa décision n'a pas eu l'effet redouté.

48. Il y a un certain nombre d'optiques nouvelles sur le financement pour le développement que le Groupe de la Banque pourrait utilement explorer. Il pourrait faire de ses rapports avec les banques régionales de développement un principe de politique courante plutôt qu'un arrangement occasionnel. Enfin, pour empêcher que ne se reproduisent les difficultés auxquelles l'AID se heurte actuellement, on pourrait étudier les moyens d'étendre les opérations de cette institution de sorte qu'elles comprennent les transferts des pays développés aux pays en voie de développement. La délégation chilienne est persuadée que les institutions financières internationales sont suffisamment souples pour entreprendre tous les changements, même les plus radicaux, qui sont de nature à contribuer au succès de la deuxième Décennie pour le développement.

La séance est levée à 12 h 55.